

Des ponts entre le Nord et le Sud

Les petits paysans du Nord et du Sud, par les mêmes problématiques qu'ils affrontent, ont l'opportunité de raffermir leurs liens et de cultiver un esprit solidaire au-delà des frontières.

Tables des matières :

Au Non de la Terre !	2
Guatemala, Belgique : un même champ de bataille	7



Au Non de la Terre !

« Le sol est un être vivant », scandé avec détermination Serge. Une vision étrangement semblable à celle de Bernabé Vasques qui nous enseigne que « Todo tiene vida¹ ». Si le premier est agriculteur dans un petit village de la province belge du Luxembourg, le second est directeur du CDRO (Coopération pour le Développement Rural du sud-Ouest) au Guatemala. Si des milliers de kilomètres les séparent, ils ont pourtant la même lutte : celle de dépasser le modèle de production agroalimentaire néolibéral en montrant que d'autres manières de cultiver sont possibles.

« Le sol est un être vivant, nous devons l'observer pour travailler en collaboration avec lui, dans le respect de ce qu'il est ». C'est dans cet esprit que la ferme Arc-en-ciel a décidé de mener son activité agricole depuis 1987. Loin des méthodes et techniques propres aux grandes exploitations agricoles qui structurent nos paysages belges, Serge Pereboom utilise celles prônées par l'agroécologie. A la rencontre de deux disciplines (l'écologie et l'agronomie), l'agroécologie prône des méthodes et des pratiques qui optimisent les systèmes agricoles par l'imitation des processus naturels en « créant des interactions et synergie biologiques bénéfiques entre les composantes de l'agroécosystème² ». D'où l'importance de l'observation de la terre, en limitant l'apport d'intrants externes et en maintenant les processus « immunitaires, métaboliques et régulateurs clés des agroécosystèmes³ ». De nombreuses analyses démontrent que ces méthodes peuvent accroître considérablement les rendements⁴. A titre d'exemple, l'étude de Jules Pretty a comparé 286 projets récents d'agriculture durable à travers le monde. Les résultats sont plutôt encourageants puisque dans 12, 6 millions d'exploitations, l'augmentation moyenne des récoltes était de 79%. Augmentation qui ne s'est pas réalisée au détriment des sols puisque les services environnementaux essentiels se sont accrus également. Dès lors, et comme le souligne Olivier de Schutter dans son rapport de 2010, l'agroécologie permet d'atteindre les trois principes du droit à l'alimentation : « la disponibilité, l'accessibilité et l'adéquation de la nourriture⁵ ». En d'autres termes, les pratiques agroécologiques seraient une solution à l'inégale répartition des estomacs remplis dans nos sociétés actuelles. A la condition, et non des moindres, qu'elles soient encadrées et soutenues par un cadre institutionnel et

¹« Tout a une vie » ou « Tout est vivant ».

² De SCHUTTER Olivier, « Le droit à l'alimentation », rapport présenté à la seizième session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (A/HCR/16/49), 20 décembre 2010, P.7.

³Altieri M.A et Toledo V.M, « The agroecological revolution in Latina America : rescuing nature, ensuring food sovereignty and empowering peasants », in *Journal of Peasant Studies*, Vol. 38, n°3, juillet, p. 587-612.

⁴Voir à ce sujet : Jules Pretty *et al.*, «Resource-conserving agriculture increases yields in developing countries», in *Environmental Science and Technology*, Vol. 40, n°4, 2006.

⁵De SCHUTTER Olivier, *op cit.* p.4.

juridique qui leur permettent de résister à la concurrence déloyale des multinationales agro-alimentaires.

L'agroécologie, trucs et astuces

Concrètement, les pratiques agroécologiques suivent l'application de plusieurs principes : « le recyclage des éléments nutritifs et de l'énergie sur place plutôt que l'utilisation d'intrants, l'intégration des cultures et de l'élevage, la diversification des espèces et des ressources génétiques des agroécosystèmes dans l'espace et le temps ou encore l'accent mis sur les interactions et la productivité à l'échelle de l'ensemble du système agricole plutôt que sur des variétés individuelles⁶. » Autrement dit, il faut utiliser les ressources disponibles sur place pour ne pas dépendre d'intrants extérieurs et favoriser la diversification qui permet à la terre et aux cultures de ne pas s'épuiser. Et en ce sens, certaines cultures biologiques ne peuvent être rattachées à l'agroécologie dans la mesure où elles utilisent des engrais, certes non chimiques, mais importés (dépendant donc de leurs fournisseurs) et pratiquent la monoculture intensive. Si elles ne détruisent pas l'humus primordial à la croissance saine des plantes, elles ne font que le maintenir sans lui permettre de se régénérer. Contrairement aux cultures agroécologiques qui poussent encore plus loin la conservation des sols puisqu'elles permettent l'augmentation de la couche d'humus amplifiant ainsi la fertilité de la terre qui pourra alors mieux nourrir ses enfants. Il existe une technique formidable à mettre dans les mains de tous les paysans : l'utilisation du bokashi. Ce terme japonais signifie « matière organique fermentée ». Souvent considéré comme un type de compostage, il est en réalité un processus de fermentation. Composé de déchets organiques non pourris, de micro-organismes (anaérobiques et aérobiques⁷), d'urine,... disponibles sur le lieu d'exploitation et fermentés pendant quatre à cinq semaines dans des contenants où l'air ne peut rentrer, le bokashi est une nouvelle baguette magique agroécologique. Combinées avec la terra preta⁸, ces deux techniques ne font pas sortir un lapin du chapeau mais des centaines...

L'agroécologie politique ?

Mais que l'on ne s'y trompe pas, l'agroécologie est beaucoup plus qu'une question de pratiques agricoles. Il s'agit bien là d'un véritable concept politique,

⁶ DELCOURT Laurent, « Agroécologie : enjeux et défis », in Centre Tricontinental, « Agroécologie. Enjeux et perspectives. », in *Alternatives Sud*, Paris, Editions Syllepse, 2014, Vol. XXI, n°3, p.16.

⁷ Se dit « anaérobie » les micro-organismes qui ne contiennent pas de dioxygène (O₂) et qui parviennent donc à vivre sans être en contact de l'air. Contrairement aux micro-organismes aérobiques qui ne peuvent vivre sans l'apport de dioxygène.

⁸ D'origine précolombienne, la terra preta est un type de sol d'origine humaine préparée à l'aide de carbone, de matière organique et de nutriments (tels que l'azote, le phosphore, le potassium et le calcium). Il contient également une quantité importante de tessons de poterie. Cette terre est très fertile car la combinaison des différents éléments provoque une activité micro-organique des plus développées.

social et environnemental qui répond à un défi majeur de nos sociétés actuelles : proposer une alternative durable, juste et efficace au modèle agroproductiviste prévalant aujourd'hui. Le but n'est donc pas de créer du profit en produisant en masse, mais de pourvoir à un besoin fondamental, celui de se nourrir, en respectant la nature et l'être humain. Outre la contestation du modèle conventionnel, l'agroécologie fait donc partie de ces mouvements positifs, porteurs d'alternatives durables et justes. Il serait donc erroné de penser que les pratiques agroécologiques puissent servir le modèle agro-alimentaire actuel⁹. Ce serait le vider de sa substance politique et en faire un non-sens puisque l'agroécologie lutte contre ce modèle qui tenterait d'en récupérer les pratiques.

La vision maya de l'agriculture : entre spiritualité et politique

A l'instar de l'agroécologie, les procédés agricoles de la communauté maya au Guatemala ne se limitent pas à l'application de pratiques traditionnelles ancestrales. Plus que de simples méthodes agricoles, ces pratiques participent d'une double dynamique : spirituelle et politique.

La dimension spirituelle

Tout comme l'agroécologie qui considère la terre comme un être vivant, les Mayas pensent que « todo tiene vida ». Et si tous les éléments détiennent la vie, ils s'articulent en harmonie pour constituer un Tout global où chaque élément occupe une place qui lui est propre sans qu'il y ait une quelconque hiérarchie. Les constituants du Tout ont le même droit d'exister, le même droit à la dignité. L'être humain n'est donc pas le centre de cette création ni le maître, il y participe et doit en prendre conscience car chacune de ses actions impacte l'équilibre du Tout. La cosmovision maya génère donc une forme de co-responsabilité et un respect mutuel des éléments. Chacun est responsable de ce qui l'entoure et doit œuvrer pour que l'équilibre du Tout persiste. La vision égalitaire des Mayas se combine donc assez mal avec le modèle néolibéral, généreux producteur d'inégalités et d'exclusion.

Dans cette optique, les communautés mayas K'iche, avec lesquelles travaille le CDRO, se sont réapproprié les techniques ancestrales comme le bokashi ou le principe des cultures associées¹⁰ qui suivent les cycles naturels et respectent les sols. Mais plus encore puisque grâce à ces pratiques, la terre fait éclore en quantité suffisante des produits sains capables de nourrir des populations qui les

⁹Pourtant certains organismes internationaux la récupèrent en ne retenant d'elle que « ses techniques afin de "verdir" le modèle dominant », CAUDRON Maxime, « Souveraineté alimentaire, agroécologie, économie sociale, solidaire et féministe : quelles articulations ? », in *Pour que la Terre tourne plus juste !*, Entraide et Fraternité, Août 2014, p.7

¹⁰ Consiste à semer sur une même parcelle plusieurs variétés de plantes

cultivent. Plus qu'un respect de la terre, il y a bien derrière ces méthodes, un véritable respect de l'être humain.

La dimension politique

Si la dimension spirituelle prend une importance certaine dans cette agriculture comme en témoignent aussi les rituels effectués avant la mise en culture de la terre, la dimension politique n'en n'est pas moins grande. Et plus le temps avance, et plus cette dernière se pare d'une importance indéniable. Alors que ces méthodes ne participaient qu'au cycle normal de la cosmovision maya avant la colonisation espagnole, elles prennent une tout autre saveur à l'heure où cette culture séculaire s'est vue reniée, à l'heure où le système capitaliste dérégulé à outrance a fait naître une oligarchie financière omnipotente, à l'heure où les excès consuméristes des uns ont dérégulé le climat de tous.

Depuis l'arrivée des Espagnols sur les terres guatémaltèques, qui ne l'étaient pas encore d'ailleurs, puisqu'il s'agissait de multiples communautés distinctes, les indigènes ont été victimes d'un véritable reniement de leur culture par les nouveaux arrivants et leurs descendants. L'exclusion sociale dont ils ont fait l'objet ne s'est pas atténuée avec le temps. Bien au contraire, depuis la fin du XIXe siècle, l'idéologie politique et sociale dominante, soutenue par les textes légaux et l'élite intellectuelle guatémaltèque était celle d'un « nationalisme exclusif¹¹ » qui ne reconnaissait pas et ne respectait pas la diversité culturelle inhérente au Guatemala. Alors qu'ils composaient la majorité de la population guatémaltèque (de 40 à 55%), les Mayas du Guatemala étaient considérés comme « un obstacle au progrès national¹² » de sorte qu'ils étaient « privés d'accès à l'éducation dans leurs propres langues et privés du droit de vote [et d'occuper des postes politique à l'échelle nationale] s'ils ne parlaient pas l'espagnol¹³ ». Jusqu'à la seconde moitié du XXe siècle (1945 et la promulgation de la nouvelle constitution démocratique), ils se sont donc vus exclus de tout droit « citoyen » formel. Mais malgré ce massacre culturel, les Indiens ont réussi à maintenir leurs feux mayas comme l'étendard de leur liberté de penser, de vivre, de croire, comme leur bouclier face au monde moderne. Au niveau local, d'abord, au niveau national et international ensuite. Cette réaffirmation ethnique ne s'est pas faite en un jour et continue à l'heure actuelle à travers le travail de nombreux mouvements paysans et d'acteurs comme le CDRO ou le CUC¹⁴. En ravivant leur culture, ces communautés mayas, se retrouvent autour d'un terreau semblable et se consolident mutuellement. Dans

¹¹ DAVIS Shelton H., « Mouvement maya et culture nationale au Guatemala », in *Journal de la société des américanistes*, 90-2, 2004, p.3. URL : <http://jsa.revues.org/1724>

¹² *Ibid.*, p.5.

¹³ *Ibid.*, p.3.

¹⁴ Comité de Unidad Campesina, partenaires de Frères des Hommes.

ce contexte, les méthodes agricoles ancestrales qui s'opposent parfaitement avec celles utilisées dans les grandes exploitations (essentiellement aux mains de *ladinos*¹⁵ ou d'Occidentaux) deviennent des témoins visibles de cette réaffirmation culturelle, de ce désir de se réapproprier une identité autrefois bafouée. La force de cette agriculture, c'est qu'elle est devenue un véritable élément unificateur permettant aux paysans guatémaltèques de revendiquer ensemble leurs droits, de lutter contre l'accaparement de leurs terres par les multinationales et de faire face au changement climatique en observant comment la nature s'y accommode et en reproduisant ces nouvelles formes d'adaptation. De sorte qu'il ne serait pas faux de considérer les pratiques et la vision maya de l'agriculture comme un mode de développement agricole agroécologique. Et en ce sens, les échanges d'expériences agroécologiques entre les deux hémisphères ne peuvent être que bénéfiques et témoignent d'une même lutte : celle de faire rendre compte que « todo tiene vida ».

Violaine Wathelet

¹⁵Les *ladinos* qu'ils soient métis ou non, dont la langue maternelle est l'espagnol, sont les descendants des colons.

Guatemala, Belgique : un même champ de bataille

Au Guatemala comme en Belgique, la paysannerie connaît des jours sombres. L'on pourrait croire que les paysans belges ne vivent pas les mêmes problématiques que les paysans guatémaltèques. Et pourtant... Focus sur une injustice qui unit malheureusement la paysannerie belge et celle du Guatemala.

Le champ guatémaltèque

De nombreux pays dits « du Sud », parmi lesquels le Guatemala, souffrent du paradoxe suivant: alors que la majorité de leur population vit de l'activité agricole, l'espace cultivable attribué à ceux et celles qui pourraient nourrir le pays diminue vertigineusement¹⁶. Ainsi, entre 2000 et 2010, 203 millions d'hectares ont été accaparés¹⁷. Et depuis 2007, c'est 10 millions d'hectares qui sont accaparés chaque année dans le monde. Comble de ce paradoxe : ces pays se voient contraints d'importer des produits que leurs terres produisaient en suffisance... avant qu'elles ne soient captées par des grandes entreprises qui n'hésitent pas à faire travailler dans leurs exploitations les paysans qu'elles ont délogés. Outre les conséquences néfastes sur la paysannerie et la souveraineté alimentaire des populations, la balance commerciale de ces pays se voit également fortement impactée. En 2010, au Guatemala, « les importations en provenance de son principal partenaire commercial, les USA, représentaient 4,5 milliards de dollars tandis que les exportations vers les USA étaient de 3,2 millions. Ceci a causé un déficit d'1,3 milliard pour le pays¹⁸ ».

Au Guatemala, l'accaparement de terre n'est pas un fait nouveau. « Le siècle du café » fut le théâtre du développement fulgurant de cette pratique. Cette période correspond à l'insertion du Guatemala dans l'économie de marché mondial à travers l'exportation du café. Encouragées par le gouvernement de Justo Rufino Barrios, grand pourvoyeur du libéralisme, les exploitations de café fleurirent sur les terres guatémaltèques. Au milieu des années 1880, le café représentait alors 85% de la valeur des exportations du Guatemala¹⁹. Cette nouvelle république caféière dépendait essentiellement « de l'expropriation de terres communales indiennes et de la mobilisation forcée de la main d'œuvre indienne²⁰ ». Ainsi, entre 1871 et 1883, c'est près de 370 000 hectares de « terres publiques » qui ont

¹⁶ GRAIN, « Qui est derrière l'accaparement de terres », Octobre 2012, p.1-34.

¹⁷ RAVIGNAN Antoine de, « Main basse sur les terres du Sud », in *Alternatives Economiques*, n°390, janvier 2012.

¹⁸ OZAETA Juan Pablo, « Accords de libre commerce et entreprises agro-alimentaires au Guatemala », in *Commerce International. Quels enjeux pour l'agriculture paysanne ?*, Carmelina CARRACILLO et François DELVAUX (sous la direction de), Entraide et Fraternité, mars 2012, p.40.

¹⁹ DAVIS Shelton, « Mouvement maya et culture nationale au Guatemala », in *Journal de la Société des Américanistes*, Société des Américanistes, tome 90, n°2, 2004, p.4.

²⁰ *Ibid.*

été vendues par le gouvernement Barrios à des planteurs de café. Cependant, « la plupart de ces terrains, situés dans les basses terres, telles que la fameuse Costa Cuca qui domine la plaine pacifique, étaient jusqu'alors exploités par des paysans mayas des hautes terres qui y pratiquaient une agriculture de subsistance²¹ ». Ceux-ci ont été contraints d'abandonner leurs terres... afin d'y travailler ensuite pour des salaires de misère et pour le compte des nouveaux propriétaires généralement étrangers ou issus des anciens *conquistadores*. « Barrios réinstaura également l'institution coloniale du *mandamiento* qui confère aux autorités politiques régionales le pouvoir de recruter par la force un certain nombre de personnes au sein de chaque communauté indienne des hautes terres pour les contraindre à travailler pour les nouveaux planteurs de café²² ». Au fil du temps, loin de diminuer, ce type de pratiques s'est plutôt amplifiée en raison des pressions de plus en plus importantes des règles du commerce international. Les investisseurs étrangers jetèrent leur dévolu sur les terres guatémaltèques non plus seulement pour le café, mais aussi pour les bananes, le cacao et aujourd'hui les agrocarburants et en tant que valeur-refuge pour la spéculation financière. Ainsi, en 1901, le gouvernement Cabrera signa avec la United Fruit Company une convention pour l'exploitation de la banane. En 1920, *via* leurs exploitations « les Etats-Unis contrôlaient 70% des importations et 80% des exportations du Guatemala²³ ». Ce phénomène se voit aujourd'hui renforcé par les accords de libre échange avec les Etats-Unis (par exemple, le traité DR-CAFTA) ou l'Europe (les Accords de Partenariat Economique)²⁴. Des accords qui placent le Guatemala dans une dépendance commerciale vis-à-vis de ses partenaires tant pour ses exportations que pour ses importations. En effet, afin d'éviter le déficit commercial, le pays doit exporter en grande quantité. D'où l'implantation d'importantes exploitations minières ou agricoles qui sont capables de remplir ce contrat, remplaçant les cultures de subsistance par des produits à destination de l'étranger (or, café, agrocarburant, canne à sucre, bananes...). A titre d'exemple, la production d'huile de palme a quadruplé au cours de la dernière décennie et elle est contrôlée « par seulement huit familles riches qui se sont brutalement approprié les terres de communautés autochtones, comme les Q'eqchi²⁵ ». C'est le cas du groupe français Tereos ou encore de la famille Widmann, l'un des principaux propriétaires terriens de la vallée du Polochic. N'ayant plus assez de ressources pour nourrir sa population, le Guatemala se voit donc contraint d'importer ce qu'il produisait auparavant. L'exemple du maïs est flagrant. Alors qu'il est l'aliment de base des

²¹ *Ibid.*, p.4-5.

²² *Ibid.*, p.6

²³ BARTH Maurice (éd.), « L'enfer guatémaltèque, 1960-1996: le rapport de la Commission "Reconstitution pour la mémoire historique" », Paris, CCFD-Khartala, 2000, p.247.

²⁴ Voir à ce sujet Carmelina CARRACILLO et François DELVAUX (sous la direction de), *Commerce International. Quels enjeux pour l'agriculture paysanne ?*, Entraide et Fraternité, mars 2012.

²⁵ GRAIN, « Les nouvelles frontières du palmier à huile » in <http://www.grain.org/article/entries/5011-les-nouvelles-frontieres-du-palmier-a-huile>, 22 septembre 2014.

Guatémaltèques en plus d'être une denrée sacrée pour les Mayas, il fait partie, avec le blé, des produits agricoles les plus importés par le Guatemala²⁶.

Dans un pays où la majorité active de la population vit de l'agriculture, les conséquences économiques, sociales et sanitaires sont donc dramatiques. Dès lors que les cultures issues des grosses exploitations sont destinées à l'exportation, le peuple guatémaltèque ne peut en profiter. Reste l'emploi proposé par les multinationales. Mais les salaires sont tellement bas, qu'ils sont souvent inférieurs à la rémunération que touchaient les paysans lorsqu'ils cultivaient eux-mêmes leurs parcelles... Privés de leurs terres, les paysans guatémaltèques voient leur souveraineté alimentaire fortement menacée et ce, en toute impunité.

Belgique, l'autre champ

Des problèmes du Sud ? Et bien non ! Dans une moindre mesure, les paysans belges et européens subissent le même sort. Comme au Guatemala, on assiste en Europe à une concentration du foncier, à une pression urbaine sur les terres agricoles et à une spéculation foncière croissante. Trois facteurs qui rendent l'accès à la terre de plus en plus ardue pour les paysans.

Selon les statistiques du SPF Economie « le nombre d'exploitations agricoles ou horticoles baisse chaque année. Toutefois, la superficie totale de l'ensemble des exploitations recule beaucoup moins vite²⁷. » Ce qui signifie, qu' « en moyenne, les exploitations ne cessent donc de s'agrandir²⁸ ». Ainsi, « en 30 ans, la superficie moyenne des exploitations a plus que doublé, tant en Flandre (de 8,4 ha en 1980 à 25,0 ha en 2013) qu'en Wallonie (de 20,8 ha à 55,6 ha)²⁹ ». Ce phénomène de concentration du foncier est une illustration de la logique productiviste du modèle agricole dominant, favorisé par les autorités belges et européennes. En effet, le modèle agro-industriel basé sur l'hypermécanisation et la culture intensive en vue d'une production importante dont la majorité est destinée à l'exportation nécessite de grands espaces et d'importantes infrastructures. Outre les effets dévastateurs sur l'environnement, ce modèle de production ne laisse aucune chance aux petites exploitations qui ne peuvent résister à la concurrence et doivent mettre la clé sous le paillason. Une clé que les grandes exploitations n'hésitent pas à racheter pour agrandir leurs activités. La Politique Agricole Commune (PAC), même dans sa nouvelle version (à partir du 1^{er} janvier 2015), renforce cette dualité puisque les montants alloués aux agriculteurs, à l'exception des primes à la vache allaitante, dépendent de la surface exploitée. Autrement dit, les petites exploitations reçoivent une infime

²⁶FAO <http://faostat.fao.org/desktopdefault.aspx?pageid=342&lang=fr&country=89>

²⁷ Direction Général Statistique – StatisticsBelgium, « Les chiffres clés de l'agriculture 2014. L'agriculture en Belgique en chiffres ». p.8.

²⁸*Ibid.*

²⁹*Ibid.*

part, voire aucune, du gâteau européen. L'écart se creuse donc un peu plus entre grands et petits.

Mais les effets de la logique néolibérale ne s'arrêtent pas en si bon chemin. Les pressions infrastructurelles générées, par exemple, par l'implantation toujours plus importante de zoning industriels contribuent à réduire l'espace disponible pour la production alimentaire locale et accentuent le phénomène de spéculation sur le foncier. Ainsi, 130 hectares de terres agricoles sont convertis en terres à bâtir chaque année. Et au vu des pressions urbaines liées à l'augmentation de la densité de la population³⁰, la terre agricole se raréfie. Et la rareté a un prix. Depuis une quinzaine d'années, la valeur vénale à l'hectare n'a cessé d'augmenter³¹, attirant les investisseurs dont la spéculation renforce et intensifie toujours ce phénomène. C'est que la crise financière de 2008 encouragea les investisseurs à se rabattre sur les valeurs matérielles, telles que la terre, pour assouvir leur soif de plus-value. De sorte que, les terres agricoles belges sont devenues une valeur-refuge, délaissant leur fonction nourricière au profit d'activités spéculatives peu nourrissantes. Effectivement, les terres acquises dont l'objectif est spéculatif, ne sont en général pas cultivées mais conservées dans l'attente de leur appréciation par les cours du marché pour être revendues ensuite à un prix supérieur. Et sans surprise, aujourd'hui, la valeur d'investissement de la terre est parfaitement disproportionnée par rapport à sa valeur agricole. Cette spéculation a trois conséquences non négligeables : le risque de bulle et donc la chute de la valeur vénale des terres agricoles, la réduction des espaces agricoles disponibles et un obstacle financier insurmontable pour les paysans qui veulent s'agrandir ou s'installer dans la profession. Quand on sait « qu'aujourd'hui, près de 90%³² des exploitants ont plus de 40 ans³³ », il est grand temps de faciliter l'accès à la profession aux jeunes, au risque de voir s'éteindre l'agriculture belge. Toutefois, le marché des terres agricoles reste relativement cadenassé puisque seulement 30% des terres agricoles belges peuvent potentiellement être mises en vente librement. Les 70% restants sont protégés par le bail de ferme³⁴ qui défend l'exploitant des éventuels souhaits du propriétaire.

³⁰ « 208 hab/km² en 2010 » pour la région wallonne, « 462 hab/km² » pour la région flamande et « 6 751 hab/km² » pour Bruxelles. TERRONES F. et al., Gaviraa, P. Burnyb et P. Lebailly, « Caractéristiques du capital foncier des exploitations agricoles dans le Sud de la Belgique », in *Le Foncier Agricole. Usages, tensions et régulations*, Actes de colloque SFER (Lyon, 11 et 12 juin 2014), p.4.

³¹ En raison du respect de la vie privée, le prix moyen des terres agricoles n'est plus publié en Belgique depuis 2007. « Mais d'après les dernières données disponibles à la Direction générale Statistique et Information économique (DGSIE), ce dernier a plus que doublé au cours des dix dernières années pour atteindre 27.190 €/par hectare en 2006. », TERRONES F. et al., Gaviraa, P. Burnyb et P. Lebailly, *op cit.*, p.2.

³² Dans ces 90%, 30,2% ont plus de 60 ans, 30,4% entre 50-60 et 28,4% entre 40-50 »

³³ BOIKETE Philippe, « Etat de la question. L'agriculture belge, bilan et perspective » in IEV, décembre 2012, p.10.

³⁴ Beaucoup d'agriculteurs louent les terres qu'ils cultivent. Le bail de ferme est donc un bail particulier à la profession agricole qui ne prend pas fin de lui-même et dont les conditions d'interruption sont très limitées. L'agriculteur ne voit pas ainsi son activité interrompue du jour au lendemain parce que le propriétaire veut vendre. De plus, les loyers sont plafonnés et revus tous les trois ans par les commissions provinciales de fermage.

Compte tenu de ces difficultés à acquérir des terres en Belgique, certains n'hésitent pas à se tourner vers d'autres pays européens où l'or brun est encore bon marché. La Roumanie est le cas le plus emblématique. D'autres repoussent les frontières bien plus loin. Le Mozambique, le Brésil, l'Inde... et le Guatemala... Sans compter le financement des banques belges d'entreprises responsables d'accaparement de terres³⁵. La boucle est bouclée.

La petite paysannerie du Nord et du Sud se retrouve donc face aux mêmes enjeux. Dès lors, « dans un tel contexte mondialisé, l'intérêt pour les organisations paysannes du Nord et du Sud, c'est de se parler, d'échanger entre elles, de permettre à leurs paysans d'apprendre les uns des autres, de mieux connaître la réalité de l'autre, de confronter les vécus et expériences et ce, quel que soit le secteur³⁶ ». Lutter contre le modèle agro-productiviste générateur d'injustices et grande menace pour notre souveraineté alimentaire passe donc tant par l'union de la paysannerie que le soutien de celle-ci à travers les quatre coins du globe.

Violaine Wathelet

³⁵Voir à ce sujet le rapport du CNCD, d'OXFAM, SOS Faim, FAIRFIN et le Réseau financement alternatif : « Les banques en Belgique financent l'accaparement de terres. Quelle régulation du secteur ? ». <http://www.cncd.be/La-complicite-des-banques-belges-4300>

³⁶ STREEL Marianne et HAYEZ Yvan, « Agriculteurs familiaux: plus forts ensemble », in *Pour que la terre tourne plus juste*, Entraide et Fraternité, février 2014, p.3.